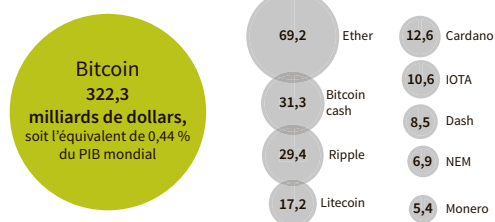
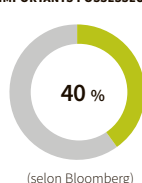
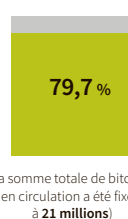


L'ESSOR DES MONNAIES VIRTUELLES

CAPITALISATION DES 10 PREMIÈRES CRYPTOMONNAIES
AU 18 DÉCEMBRE, EN MILLIARDS DE DOLLARSPART DES BITCOINS DÉTENUE
PAR LES 1 000 PLUS
IMPORTANTES POSSESSEURSPART DU TOTAL FINAL DE BITCOINS
DÉJÀ ÉMIS285
SITES ET MAGASINS FRANÇAIS
ACCEPTENT LES TRANSACTIONS
EN BITCOINS100 000
SITES INTERNET DANS LE MONDE
ACCEPTENT LES TRANSACTIONS
EN BITCOINS

La révolution bitcoin agite la planète finance

La nature hybride de la sulfureuse devise électronique défie les conceptions traditionnelles de la monnaie

C'est peut-être la plus grande surprise économique de 2017. Inconnu du grand public il y a trois ans encore, le bitcoin vient de faire une entrée fracassante sur la scène financière internationale. Lundi 18 décembre, le Chicago Mercantile Exchange a lancé des contrats à terme sur la cryptomonnaie, une semaine après le Chicago Board Options Exchange, l'autre grande Bourse de Chicago. Et ce n'est qu'un début. « La sulfureuse devise virtuelle est en passe de devenir un actif financier comme les autres. Cela va très vite », constate Daniele Bianchi, spécialiste du sujet à la Warwick Business School, au Royaume-Uni.

Il faut dire que celle-ci aigüise les appétits : son cours, qui n'atteignait pas 1 000 dollars (847 euros) en début d'année, frôlait les 19 000 dollars lundi. Une envolée jamais observée, sur aucun actif, laissant peu de doutes sur l'emballement spéculatif dont le bitcoin fait aujourd'hui l'objet. Désespérés par l'univers de taux bas, où plus rien ne rapporte, des fonds d'investissement s'y ruent ; les start-up multiplient les levées de fonds en cryptomonnaies ; même des particuliers, envoûtés par la flambée des cours, en achètent sur les plates-formes dévolues.

Cette « bitcoinmania » suscite des inquiétudes. Les Prix Nobel d'économie Jean Tirole et Joseph Stiglitz la qualifient de dangereuse « bulle ». Dimanche 17 décembre, Axel Weber, le président du conseil d'administration de la banque suisse UBS, a pressé les régulateurs d'intervenir pour protéger les investisseurs. Le même jour, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a proposé à ses homologues du G20 de débattre de la supervision du bitcoin, régulièrement accusé de favoriser le blanchiment. L'Autorité de marchés financiers, elle, met en garde les épargnants : ceux qui tentent l'aventure risquent de tout perdre si la bulle éclate...

A y regarder de près, la capitalisation du bitcoin, supérieure à 320 milliards de dollars, représente pourtant une goutte d'eau dans le système financier mondial. Par comparaison, la capitalisation totale d'Euronext, la principale place boursière en zone euro, dépasse les 2 500 milliards d'euros. Et le nombre de boutiques qui acceptent les règlements en bitcoins reste anecdotique. « Pour le moment, il joue un rôle mineur dans le système de paiement », a reconnu la présidente de la Réserve fédérale (Fed, banque centrale américaine), Janet Yellen, le 13 décembre. Dit autrement : le bitcoin ne représente pas de menace susceptible d'entraîner l'ensemble du système financier dans la tourmente. A cet égard, la véritable menace est plutôt du côté des marchés des actions, largement survalorisés...

Mais, alors, pourquoi le devise au parfum de souffre déchaine-t-elle autant les passions ? Peut-être parce qu'elle ressuscite le courant de pensée libertarien, qui rejette radicalement toute intervention de la puissance publique. Lancé en 2009 par Satoshi Nakamoto, pseudonyme derrière lequel se cache son inventeur, le bitcoin est indépendant des Etats et des banques centrales. Il s'échange de « pair à pair », sans passer par les intermédiaires bancaires. « Son émission est contrôlée par un algorithme informatique, qui fonctionne en réseau pour contrôler toutes les transactions en bitcoins », résume Pierre Noizat, cofondateur de Paymium, une plateforme d'échanges. Inviolables grâce à la cryptographie, ces transactions sont répertoriées dans une immense base de données publique appelée « blockchain ».

Algorithme inviolable

Longtemps, l'utopie du bitcoin s'est développée en vase clos, au sein d'une communauté de passionnés. Mais, ces derniers mois, les acteurs de la finance, soudain emballés par l'eldorado de la blockchain et de ses possibles applications, ont créé des instruments pour s'inviter à la fête. Comme les fameux contrats à

terme, émis en dollars et indexés sur le cours de l'e-monnaie.

Vous avez du mal à suivre ? C'est normal. « La nature hybride du bitcoin défie les schémas de pensée traditionnels, car c'est à la fois une infrastructure informatique, un système de paiement et une innovation cryptographique », énumère Philippe Goutay, avocat au cabinet Jones Day. C'est précisément cette nature hybride qui euphorise les uns et angoisse les autres. Dont les superviseurs : faut-il le réguler comme un mode de paiement, un actif financier ou une monnaie ? Mais, au fait, en est-ce vraiment une ?

« Certainement pas, assène Nathalie Aufaure, directrice générale de la stabilité financière et des opérations à la Banque de France. Le bitcoin ne remplit aucune des trois fonctions d'une monnaie : unité de compte, intermédiaire dans les échanges et réserve de valeur. » Son cours est trop volatil pour qu'on puisse l'utiliser pour fixer des prix. Il n'a pas de cours légal et est concurrencé par d'autres e-devises, comme l'ether. Enfin, sa valeur ne correspond à aucun « sous-jacent », comme une part d'entreprise dans le cas d'une action, ou la puissance d'une économie, comme celle des Etats-Unis, dans le cas du dollar. Or cette valeur sous-jacente est indispensable

« Il n'est pas exclu qu'un système monétaire renoué et inédit, s'inspirant du bitcoin, finisse par émerger »

LUDOVIC DESMEDT
économiste à l'université
de Bourgogne

pour établir la confiance, pierre angulaire sans laquelle une monnaie ne peut fonctionner.

C'est là que le bitcoin marque un basculement. Car ses défenseurs, eux, accordent une confiance plus grande dans l'algorithme informatique inviolable – puisque des milliers d'ordinateurs contrôlent les transactions en même temps – que dans les Etats et les banques centrales. « Comprendre le bitcoin exige de s'abstraire des conceptions dominantes de la monnaie », dit Odile Lakomski-Laguette, spécialiste du sujet à l'université Picardie-Jules-Verne, à Amiens. Après tout, l'histoire regorge d'autres formes de monnaies, parfois privées, déconnectées des Etats ou de la valeur des métaux précieux.

Longtemps, les devises de marchands ont ainsi coexisté avec cel-

les des Etats. Entre 1920 et 1927, des chambres de commerce françaises ont imprimé leurs propres « monnaies de nécessité », tolérées par l'Etat, pour faire face à la pénurie de pièces traditionnelles. Au demeurant, puisque les échanges en euros ou en dollars sont aujourd'hui largement dématérialisés, est-il si fou d'envisager le bitcoin comme la devise du futur ? Et, s'il incarnait une forme « d'ubérisation » de la monnaie ? Des économistes se posent la question.

Seulement, voilà : si la plupart des monnaies privées ont échoué, ou sont restées d'un usage limité, il y a une bonne raison. En cas de problème, les épargnants finissent en effet toujours par se retourner vers quelque chose pour récupérer les économies. A savoir : la puissance publique. A cet égard, l'exemple américain est éclairant. A la fin du XIX^e siècle, les banques commerciales de chaque Etat étaient libres d'émettre des billets comme bon leur semblait. L'idée d'un contrôle centralisé était violemment rejetée. Mais, face aux paniques bancaires à répétition et aux ravages qu'elles provoquaient dans l'économie, les Etats-Unis se sont résolus à créer la Fed, en 1913.

Depuis, comme ses homologues occidentales, celle-ci supervise les banques. Elle augmente ou freine l'offre de crédit en jouant avec ses taux d'intérêt pour éviter la

surchauffe de l'économie. Elle injecte des liquidités si le système se grippe ou pour stopper une vague de faillites bancaires. De même, en zone euro, les dépôts des épargnants sont publiquement garantis jusqu'à 100 000 euros. Une protection qui, aujourd'hui, n'existe pas si l'une des plates-formes qui stockent les portefeuilles de bitcoins fait faillite...

« En outre, une monnaie ne peut fonctionner correctement si elle est déconnectée de l'économie réelle », souligne M^{me} Aufaure. Ainsi, le cours de l'euro face aux autres devises augmente ou diminue selon l'offre et la demande d'euros : celles des investisseurs et des entrepreneurs installés dans l'Union monétaire, celles des exportateurs et importateurs qui vendent ou achètent la devise européenne. Une mission que le bitcoin ne peut remplir. « Mais, demain, qui sait ? », s'interroge Ludovic Desmedt, économiste à l'université de Bourgogne. Je ne crois pas que le bitcoin supplantera les devises d'aujourd'hui, mais il n'est pas exclu qu'un système monétaire renoué et inédit, s'inspirant du bitcoin, finisse par émerger. » Ce n'est peut-être pas un hasard si, depuis plusieurs mois, souffle-t-il, les banques centrales, comme celle de Singapour ou la Banque de France, expérimentent la blockchain... ■

MARIE CHARREL

Les alléchantes promesses de la blockchain



31 octobre 2008
Annnonce de la naissance du bitcoin.

5 octobre 2009
Publication du premier taux de change bitcoin/dollar. Un bitcoin vaut environ 0,001 USD.

Février 2011
Le bitcoin atteint la parité avec le dollar puis, quelques jours plus tard, avec l'euro.

Octobre 2012
La Banque centrale européenne publie un premier rapport sur les monnaies virtuelles.

COURS DU BITCOIN
EN DOLLARS

ET SI LA VÉRITABLE innovation n'était pas le bitcoin, mais la blockchain (« chaîne de blocs », en français) ? Le premier repose sur la seconde, mais les experts soulignent l'importance de distinguer les deux. Dans le détail, la blockchain est un immense registre de transactions décentralisé et public, où l'historique de tous les échanges en bitcoins est répertorié.

Chaque transaction est validée par les ordinateurs des milliers de membres du réseau, puis reliée à l'ensemble par cryptographie, ce qui rend la base de données inviolable. La modifier exigerait une puissance de calcul inouïe, supérieure à celle de tous les ordinateurs du réseau. « Cela résout le problème de la confiance, puisque l'ensemble des échanges peuvent être tracés et validés, sans l'intermédiaire d'un tiers », détaille Pierre Noizat, cofondateur de la plateforme d'échanges de bitcoins Paymium.

Le principe de la blockchain peut être repris et appliqué indépendamment du bitcoin. « C'est un cas d'application de la cryptologie », précise Jean-Yves Rossi, président de Canton Consulting, un cabinet spécialisé

dans les services de paiement. « Les potentiels sont nombreux et méritent d'être étudiés de près », reconnaît Nathalie Aufaure, directrice générale de la stabilité financière et des opérations à la Banque de France.

Dans la finance, la blockchain permet de sécuriser des règlements sans passer par les intermédiaires traditionnels. Plus encore : en théorie, elle permet d'échanger n'importe quelles données (contrats, titres de propriété, brevets...) de façon sécurisée. Et, depuis quelques mois, elle suscite un enthousiasme proche de celui des débuts d'Internet.

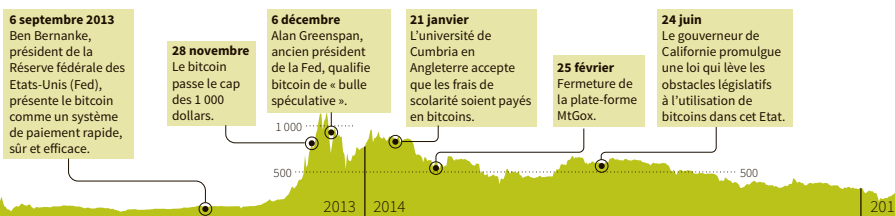
Gare à l'emballement

Début décembre, la Bourse australienne a ainsi annoncé qu'elle utiliserait la blockchain dès mars 2018 pour les achats-ventes d'actions. Début 2018, huit banques, dont Natixis et HSBC, s'en serviraient pour lancer une plateforme facilitant les échanges commerciaux transfrontaliers entre entreprises. La Banque de France elle-même expérimentera la blockchain pour l'une de ses opérations d'ici quelques mois.

Mais les applications ne se limitent pas à la finance. Dans l'alimentaire, la blockchain permet également de tracer les parcours des denrées, du producteur au consommateur. Walmart teste le système pour suivre le cheminement des mangues aux Etats-Unis. Dans la culture, la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique travaille avec ses homologues britannique et américaine pour mettre au point un système commun permettant d'identifier les œuvres des artistes.

Gare à l'emballement. « Tout le monde prétend tester la blockchain pour avoir l'air dans le coup, mais certaines entreprises n'utilisent pas vraiment cette technologie », prévient un investisseur. « De plus, il faudra du temps avant de lever les freins technologiques qu'il reste avant une utilisation massive, comme le coût énergétique, et plus encore avant que les organisations ne s'y convertissent », souligne M. Rossi. Tout en rappelant que les économies permises sur les intermédiaires et la sécurité se traduiraient aussi par des suppressions d'emplois. ■

M. C.



Neuf clés pour (enfin) comprendre la cryptomania

Petite leçon de pédagogie à partir du Monopoly pour appréhender la monnaie virtuelle

NEW YORK - correspondant

Il en va des bitcoins comme des mathématiques pour certains collégiens : un blocage intellectuel. Alors plutôt que d'expliquer rationnellement cette monnaie avec des mots qui font peur – *blockchain*, *cryptodevise* –, procédons par analogie. Analogie imparfaite mais qui permet de faire la pédagogie du bitcoin.

1. Les billets de Monopoly Les bitcoins, ce sont tout simplement des billets de Monopoly. Ils n'ont en soi aucune valeur, sauf que les joueurs se sont pris au jeu et ont décidé qu'ils en avaient. Pourtant, derrière un bitcoin, il n'y a rien, aucune garantie légale de pouvoir acheter quoi que ce soit. Leur nombre est limité – comme dans la caisse du Monopoly – à 21 millions et on assiste à une folie : les joueurs se ruent en mettant des milliers de vrais euros ou dollars sur la table pour acheter des billets de Monopoly. Comme s'ils estimaient à terme que ces derniers vaudraient plus cher que leurs euros, leurs dollars ou leurs yens.

2. A quoi servent-ils ? Les billets de Monopoly servent si vos devises habituelles sont moins fiables. Plusieurs cas de figure rationnels peuvent se présenter : votre devise est victime de l'hyperinflation (comme au Venezuela ou au Zimbabwe) ou le sera (dans les pays développés ultra-endettés) et vous préférez des bitcoins protégés de l'inflation par leur nombre limité ; vous êtes criminel et voulez blanchir des capitaux illégaux

(vous utilisez votre argent illégal pour acheter des bitcoins sur un compte anonyme et intracable) ; vous voulez sortir anonymement votre argent de votre pays ;

vous achetez des bitcoins en espérant les revendre plus cher : c'est de la spéculation, pratiquée par les 170 fonds spécialisés dans le bitcoin (ils n'étaient que 55 en août) ;

vous voulez utiliser des bitcoins pour acheter des biens et des services : cette pratique est en voie de disparition en raison de la spéculation qui transforme en matière précieuse ce qui devrait être une monnaie d'échange. Si de nombreux sites alternatifs permettent de payer en bitcoins, seulement 3 des 500 premiers sites de vente en ligne au monde les acceptent, selon Morgan Stanley, contre 5 en 2016.

vous pensez que le bitcoin est une révolution technologique qui aura tellement d'applications à l'avenir qu'il vaut son prix actuel.

3. Des billets de Monopoly, mais sécurisés L'humanité a commencé par le troc. Puis, pour faciliter les échanges, on a utilisé de l'or. Ce moyen était sûr, le métal précieux avait une valeur intrinsèque et pouvait toujours être fondu. Puis on est passé aux billets, qui n'ont de valeur que parce que chacun les reconnaît comme monnaie d'échange ; puis aux jeux d'écriture informatique : les euros qui vont et viennent sur vos comptes en banque n'ont de réalité que parce que chacun les reconnaît et que les banques en organisent la comptabilité. Cet ar-

Pas besoin de banque ou d'autorité centrale pour garantir l'authenticité du bitcoin

gent est dépendant des Etats, des banques centrales et n'a de valeur que parce qu'il est adossé à une économie, l'euro en Europe, le dollar aux Etats-Unis.

L'avènement du bitcoin marque une étape supplémentaire : c'est un code informatique, inviolable et individualisé. Pas besoin de banque ou d'autorité centrale pour garantir son authenticité. Ces qualités font que le bitcoin est qualifié d'or 2.0.

4. Les mineurs, ces notaires des temps modernes Jusqu'à présent, l'échange de monnaie est garanti par un tiers de confiance, la banque : quand vous faites un virement bancaire pour payer un fournisseur, sa réalité est attestée par votre banque et celle du fournisseur. Rien de tel avec l'e-devise : vous échangez de la main à la main – ou plutôt d'ordinateur à ordinateur – votre bitcoin. Mais pour être sûr qu'il n'y ait pas d'entourloupe, la transaction est validée non pas par la banque mais par une partie des joueurs de Monopoly. Le monde des cryptodevises les appelle des mineurs, ils jouent le rôle de notaires. Ces notaires ont accès à la totalité des transactions qui ont eu lieu depuis les origines : ils doivent

être plusieurs à valider l'échange et l'inscrire dans le grand fichier informatique et unique des bitcoins. Mais si cette monnaie virtuelle est inviolable, les sites qui la détiennent sont hackés ou volés régulièrement : depuis sa création, un million de bitcoins ont été subtilisés.

5. La rémunération des mineurs Les notaires (ou les mineurs), on le sait, ne font rien gratuitement. Pour valider la transaction, qui implique de rappeler tout l'historique des échanges de bitcoins, ils se font payer en billets de Monopoly, en bitcoins. Au moment de la création de cette monnaie, chacun pouvait avec son ordinateur se transformer en notaire, valider les transactions et recevoir sa rémunération. Désormais, les calculs sont si complexes qu'il faut des dizaines d'ordinateurs en série pour les effectuer, ce qui prend du temps, est très coûteux en matériel et en énergie.

6. Le système étouffe Pour acheter un bitcoin, il faut s'inscrire sur une plate-forme et créer un portefeuille électronique. Un virement avec sa carte bancaire et le tour est joué ! Sauf que le système devient de plus en plus compliqué. Les échanges de bitcoins et le maintien en ordre du réseau par les notaires-mineurs sont chaque jour plus difficiles. Le temps de transaction dépasse dix minutes. Il n'existe pas de Bourse centrale pour échanger les bitcoins. Chicago a lancé en décembre un marché à terme sur l'e-devise, mais celui-ci ne la traite pas. Il échange des contrats en dollars, indexés sur le cours de cette crypto-monnaie.

7. Combien y a-t-il de bitcoins ? Il y a 16,7 millions de bitcoins en circulation, ce qui fait, avec un cours de près de 19 000 dollars, une valorisation totale de 322,3 milliards de dollars environ (273,2 milliards d'euros). A terme, il n'y aura pas plus de 21 millions de bitcoins, mais ceux-ci peuvent être subdivisés pour créer une monnaie d'échange. Un millier de personnes détiennent le tiers des bitcoins, un tiers de cette monnaie virtuelle ont été échangés en 2016, mais une bonne partie est en sommeil, oubliés ou perdus dans les ordinateurs. Si vous égarez le code électronique de votre portefeuille de bitcoins, il est perdu pour toujours.

8. Les ICO, au diable les actions La folie du bitcoin a conduit les entreprises à inventer un nouveau moyen de se financer. Au lieu de céder une partie de leur capital, de nombreuses start-up ont décidé de vendre aux investisseurs des bitcoins et des cryptomonnaies, dans le cadre d'Initial Coin Offering (ICO), clin d'œil aux Initial Public Offerings (IPO), les introductions en Bourse traditionnelles. Ces fausses actions donnent en général le droit d'utiliser les services actuels et futurs de ces start-up. Montant récolté en 2017 : 4 milliards de dollars contre 225 millions en 2016.

9. Une bulle En conclusion, si des 53 économistes interrogés par le *Wall Street Journal* estiment qu'il s'agit d'une bulle, donc de billets de Monopoly. Mais l'invention est technologiquement géniale. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Une flambée qui réchauffe la Terre

Fabriquer cette cryptomonnaie nécessite davantage d'ordinateurs, plus performants et gourmands en énergie

Le bitcoin ne révolutionne pas seulement le monde monétaire : il a aussi un impact énergétique très fort – avec des conséquences indirectes sur le climat. Contrairement à une mine d'or, il n'a pas besoin de stocks de dynamite ou de mineurs casqués pour extraire de la valeur. Pourtant, cette monnaie virtuelle est extrêmement énergivore. Pour permettre l'invulnérabilité du système qui certifie les transactions, il faut une puissance de calcul très importante, qui nécessite une énorme production électrique.

Concrètement, fabriquer (ou « miner » dans le langage de la cryptomonnaie) des bitcoins revient à résoudre des problèmes mathématiques qui deviennent de plus en plus difficiles. Au début de l'histoire de cette cryptomonnaie, ces

calculs pouvaient être assurés par un ordinateur familial allumé en permanence, puisqu'il y avait peu de transactions et que le cours du bitcoin était très bas. Mais sa hausse a changé la donne : ces opérations deviennent progressivement de plus en plus complexes et nécessitent une puissance de calcul démultipliée.

« C'est le principe même du bitcoin : la décentralisation totale et le fait que beaucoup de gens fassent ces calculs en même temps permettent d'assurer la sécurité du système. Finalement c'est comme un sudoku, c'est difficile à faire, mais une fois que la grille est faite, tout le monde peut vérifier qu'elle a été correctement remplie », explique Michel Berne, économiste à Télécom Ecole de management, qui dépend de Mines-Télécom.

Pour résoudre ces équations complexes, les mineurs achètent des machines équipées de matériels spécifiques, comme un circuit intégré à l'ordinateur qui permet de le rendre particulièrement rapide. Pourquoi un tel investissement ? Tout simplement, car seuls les mineurs ayant résolu ces équations en premier seront rémunérés... en bitcoins. « Cela provoque une course à l'armement, stimulée par l'augmentation du cours. Plus il est élevé, plus c'est intéressant, et plus il y a des gens qui veulent s'y mettre. Or, si vous n'êtes pas rapide, vous êtes mort », détaille M. Berne.

Impact écologique Ces machines ont une consommation électrique massive et doivent fonctionner en permanence. Difficile, pour autant, de

dire avec précision quels sont les besoins énergétiques de cette monnaie virtuelle.

Le site spécialisé Diginomist a conclu que maintenir le système du bitcoin – à son cours actuel de mi-décembre 2017 – nécessitait l'équivalent de la consommation électrique du Danemark en 2015. Un calcul contesté par plusieurs spécialistes du secteur, puisqu'il se base sur une hypothèse estimant que 60 % du coût d'un bitcoin sont consacrés à la production d'électricité.

Mais même les calculs les plus prudents estiment que la consommation électrique du bitcoin est très importante et ne fait que progresser. En partant d'une autre hypothèse – l'idée que tous les mineurs de bitcoin utilisent du matériel dernier cri – Aurian de Maupeou, le fondateur du comparateur Se-

lectra, arrive, lui, à une consommation équivalente à celle du Sri Lanka, soit l'équivalent de près de deux réacteurs nucléaires qui fonctionneraient en continu.

Quelles que soient les hypothèses avancées, le coût énergétique et son impact écologique sont réels. Une part importante de ces puissants ordinateurs sont situés en Chine. Or plus de 60 % de l'électricité produite dans le pays provient de centrales à charbon, qui émettent énormément de CO₂. Certains spécialistes du secteur estiment que ces machines vont devenir de plus en plus économes en énergie, et que la consommation d'électricité baissera. Surtout, si la bulle du bitcoin venait à exploser, faire fonctionner ces coûteuses machines à plein régime n'aurait plus grand intérêt. ■

NABIL WAKIM

18 960,52 dollars

20 000

18 décembre

Le Chicago Mercantile Exchange, autre opérateur boursier mondial, lance des échanges de produits en bitcoins.

15 000

10 décembre

Un des premiers produits financiers permettant de parier sur l'évolution de la monnaie virtuelle est lancé par le Chicago Board Options Exchange.

10 000

15 novembre

L'Autorité des marchés financiers publie une série de recommandations destinées aux investisseurs s'intéressant au bitcoin.

10 octobre

Le ministère de l'économie et des finances français répertorie le bitcoin dans sa liste des moyens de paiement alternatifs.

4 septembre

Les autorités chinoises interdisent les levées de fonds utilisant les cryptomonnaies.

14 et 15 septembre

Forte baisse du cours après l'annonce de la fermeture de plates-formes chinoises.

21 mai

Le mot « bitcoin » entre dans le dictionnaire Le Petit Robert et Larousse.

12 octobre

Le Luxembourg reconnaît à l'échelle nationale les échanges de bitcoins.

2 août

La plate-forme Bitfinex est victime d'un vol de 119 756 bitcoins.

4 janvier

Le bitcoin dépasse les 1 000 €.

1^{er} avril

Le Japon reconnaît le bitcoin et les monnaies dites « virtuelles » comme des moyens de paiement légaux.

SOURCES : COINMARKETCAP, BLOOMBERG, DIGINOMIST, BITCOIN.FR, BLOCKCHAIN.INFO,

2016

2017

0